Page de recherche sur site

| Category: Archives du site |
|----------------------------|
| 29 octobre 2021 |
| |
| fourni par Google |
| Recherche personnalisée |
| |
| |
| Web |
| |
| |
| Loading |
| |
| |
| |
| |
| |

Extrait du Bulletin : Réseaux militaires et BMA

Category: Archives du site, Général Louis Rivet

29 octobre 2021

Par le Colonel Paul PAILLOLE

CETTE SACRÉE VÉRITÉ

Soucieux de dissiper bien des malentendus, des confusions et des jugements sommaires, hâtifs et souvent partiaux formulés à propos de l'action clandestine menée par les services spéciaux militaires de juin 1940 à la fin de l'année 1942, le Colonel Paillole nous livre ici le témoignage vivant de cette époque si contrastée, si controversée aussi et fait sortir de la nébuleuse des premières années de la résistance, le rôle joué par ses camarades et le sacrifice de nombre d'entre eux.

C'est encore et toujours la présentation inexacte, incomplète de l'opposition des militaires à l'oppression nazie de 1940 à 1942 qui m'incite à revenir sur un sujet que j'ai maintes fois traité. Je supporte mal l'image confuse qui est donnée de leur résistance et l'exploitation

malveillante qui en résulte. Nous avons, moi le premier, notre part de responsabilité dans cet état de fait: trop de timidité, d'humilité, mais aussi et surtout, en face des exigences de l'HISTOIRE, une conception étriquée du devoir de réserve, pas toujours exempte de suffisance. Je serais satisfait si l'exposé qui va suivre limité au travail de nos réseaux clandestins et des Bureaux Menées Antinationales (B.M.A.) permettait une vue plus claire, une compréhension plus complète et juste de leurs rôles et actions respectives.

Les militaires dans la résistance de 1940 à 1942 N'en déplaise aux irréductibles détracteurs de l'armée et à leurs complices médiatiques, il est désormais établi que les premiers actes de résistance à l'occupant, fin 1940, sont pour la plupart d'initiatives militaires.

On peut les classer schématiquement en trois groupes: - L'opposition à l'ennemi mais aussi au pouvoir de Vichy. La plus salutaire pour la FRANCE fut celle du Général de Gaulle. Elle reste dans l'HISTOIRE, le symbole du patriotisme et de l'honneur. Il y en eut d'autres diversement développées, la plus marquante étant celle de mon ancien de Saint-Cyr et ami Henri Frenay.

- Les réseaux clandestins issus du 5e Bureau de l'E.M.A.. Ils vont poursuivre leurs missions de recherche et de contre-espionnage contre l'Axe en marge des autorités vichyssoises.
- La résistance de l'armée de l'armistice orientée par les premiers chefs, Weygand, Frère, Verneau, du Vigier, Baril, etc.. dans un esprit de revanche et la préparation en secret d'une participation aux opérations alliées de libération. Ainsi naquirent dans les zones libres (métropole et A.F.N.) des institutions plus ou moins confidentielles et éphémères : camouflage du matériel (C.D.M.), mobilisation clandestine, section secrète du 2e Bureau de l'E.M.A. et Bureau des Menées Antinationales (B.M.A.). Je n'oublie pas les tribunaux militaires qui surent réprimer de 1940 à 1942 les entreprises des services spéciaux de l'Axe et de leurs auxiliaires.

Naissance et caractéristiques des réseaux militaires clandestins

Le 26 juin 1940 à 18 heures, le Colonel Rivet et les cadres du 5e Bureau de l'E.M.A. dissous, font le serment à Bon Encontre (près d'Agen) de poursuivre en secret leur contrat. Le même jour à Brax (près de Toulouse) le personnel de ce 5e Bureau fait le même serment en présence du Colonel Malraison, adjoint du Colonel Rivet. Le 27 juin 1940, nous tirons les premières conséquences de cette résolution:

- 1 La poursuite de la lutte est en opposition aux clauses de l'armistice. Elle exigera une organisation et des actions secrètes, hors des institutions officiel les. Elles seront indépendantes d'elles.
- 2 Secret et sécurité imposent un cloisonnement rigoureux entre nos spécialistes: renseignement proprement dit, contre-espionnage, sécurité. C'est l'éclatement de nos services

Memorial - biographies Ea-Ez

Category: Archives du site, Biographies, Biographies memorial 29 octobre 2021

ENGEL

Édouard, Ignace

Pseudonyme: PLANTAGENET

Né le 11 mars 1892 à Bruxelles (Belgique) de Alphonse Engel et de Marie Engel Épouse Jeanne Engel Profession: journaliste Décédé le 25 décembre 1943 à Buchenwald

Réseaux: S.S.M.F./T.R., Bruno du S.R. KléberAgent P2

D'origine belge, Édouard Engel avait fait son service militaire en Belgique durant la guerre 1914-1918.

A trente -six ans, il s'était fait naturaliser français (12 décembre 1928). Il parlait le français, l'allemand, le flamand et le russe. Journaliste et directeur de journaux, il présidait le Syndicat professionnel des directeurs et éditeurs de journaux et des publications internationales "La Paix". Il était également professeur au Collège des sciences sociales et membre du Comité national de la paix.

D'après les déclarations de son épouse, à son arrivée à Paris, il a pris contact avec les Services spéciaux de l'Armée, auxquels il va fournir des renseignements politiques et économiques (homologué agent P2 à partir du 1er juin 1941). Il dirige aussi une section de propagande et mène diverses autres activités.

Recherché par la Gestapo dès juin 1940, il doit entrer dans la clandestinité (son appartement, 4 rue César Franck, Paris XVe, a été plusieurs fois fouillé).

Arrêté le 12 octobre 1942, il est déporté à Buchenwald où il meurt le 25 décembre 1943, comme en témoigneront ses camarades Gaston Weil et Clémenceau de Vitry.

Édouard Engel, qui était chevalier de la Légion d'Honneur, officier d'Académie, chevalier de l'Ordre de Saint Pierre (Serbie), du Dragon d'Annam, de l'ordre polonais "Polonia Restituta", officier de l'ordre de la Couronne, recevra la Médaille de la Résistance.

Références: Archives du Bureau "Résistance"

ESPARRE

Louis, Joseph, Pierre

Pseudonyme: L'INGÉNIEUR

Né le 29 octobre 1913 à Toulouges (Pyrénées-orientales) de Pierre Esparre et de Isabelle Camo Epouse: Jacqueline Doucet Profession: ingénieur des Travaux Publics Décédé le 28 mai 1943 à Suresnes (Mont Valérien)

Réseaux: S.P. Ain 1940, Eleuthère, S.R. Air 40 (Normandie et Limoges)

Fils d'un fonctionnaire des P.T.T., Louis Esparre avait fait ses études dans des institutions tenues par des Jésuites à Toulouse, sa ville natale, et à Marseille. Licencié en droit, ayant fait l'École des Ponts et Chaussées à Paris, il devint ingénieur des Travaux Publics.

Après son service militaire dans le Génie en 1934-1935, revenu à la vie civile, il fut affecté en 1937 dans l'Orne comme ingénieur des Ponts et Chaussées.

Au début de la guerre, il obtint le grade de sous-lieutenant. Remis d'...

Extrait du Bulletin : Défaite allemande sauva la france de démembrement

Category: Archives du site, Europe de l'Ouest, Services allemands 29 octobre 2021

Par J. WULLUS-RUDIGER

Dans l'hebdomadaire belge " Le Phare ", notre camarade J. WULLUS-RUDIGER, ancien

professeur à l'Ecole de Guerre de Bruxelles, révèle quelques aspects des ambitions de l'Allemagne hitlérienne à l'égard de la France.

M. WULLUS-RUDIGER qui fut, en mai 1940, adjoint au Chef de la Mission Militaire française près le Gouvernement belge, puis membre de notre Réseau F.F.C. "Kléber " a été en mesure de prendre connaissance de documents secrets allemands établissant de façon irréfutable les projets nazis relatifs au démembrement de la France.

Voici l'essentiel de ce qu'il écrit :

Peu après la conclusion de l'armistice de Compiègne de 1940, Hitler, sans en référer à son ministère des Affaires étrangères, chargea le Secrétaire d'Etat Stuckart, du ministère de l'Intérieur, de lui soumettre un projet d'annexions au détriment de la France.

Il l'avertit qu'il entendait annexer le Nord de la France jusqu'à l'embouchure de la Somme, c'est-à-dire jusqu'à Abbeville.

Cette vaste région devait constituer une province (Gau) dans laquelle serait englobée la Belgique, à l'exclusion de la province de Luxembourg (celle-ci devant faire partie avec le Grand-Duché de Luxembourg, d'une autre province allemande comprenant l'Alsace-Lorraine, dont l'annexion pure et simple avait déjà été proclamée).

D'après le plan soumis à Hitler, la nouvelle frontière allemande dans le Nord de la France allait approximativement de l'embouchure de la Somme, à la région de Nancy ; d'où elle descendait vers la frontière suisse, à hauteur de Pontarlier.

En outre, le Führer envisageait l'annexion de la Bourgogne, sous prétexte que cette région avait été colonisée jadis par la peuplade germanique des Burgondes, qui lui donna son nom.

Cette annexion connut même un début d'exécution. Himmler décida en effet, de coloniser la Bourgogne en y installant des ménages tyroliens. Mais, par la suite, il lui sembla plus urgent d'installer ces Tyroliens en Crimée! Il déclara alors nonchalamment à Frauenfeld, le 10 juillet 1942: "Il nous faudra donc trouver une autre peuplade ou une autre population pour coloniser la Bourgogne". Et pour confirmer ce qui précède, M. Wullus-Rudiger ajoute:

Le 26 avril 1942, Goebbels notait dans son agenda : " ... En ce qui concerne la France, comme par le passé le Führer estime que jamais nous n'aboutirons à un accord avec elle en nous montrant conciliants.

Les propos évoquant une collaboration sont purement éphémères. Par ailleurs, à présent il veut voir des actes et non point entendre des paroles.

Il déclare : "Quelle que soit l'issue de la guerre, la France devra la payer cher, car " elle en fut la cause et l'a déclenchée. Elle sera ramenée à ses frontières " de 1500 ", cela signifie que la Bourgogne fera retour au Reich. Cela nous rapportera un pays qui, en beauté comme en richesse, peut à peine être comparé à une autre province allemande ... "

Quatre jours après, le 30 avril 1942, Goebbels notait : " Si les Français savaient ce qu'un jour le Führer exigera d'eux, leurs yeux se rempliaient de larmes ".

En janvier 1944 encore, Goebbels écrivait dans "Das Reich": "Le peuple allemand réclame, comme un droit naturel, le droit de diriger les peuples de l'Europe".

Nous livrons les témoignages ci-dessus à la méditation de ceux qui, à l'instar de Pierre LAVAL, préconisaient l'entente entre la France et l'Allemagne nazie.

A la vérité, dans l'Europe conçue par Hitler, la France n'aurait plus existé en tant que telle, pas plus que la Belgique d'ailleurs. C'est la coalition anti-hitlérienne qui a sauvé ...

Extrait du Bulletin : Aldrich Ames, l'espion au coeur de la C.I.A.

Category: Archives du site

29 octobre 2021

La recherche de « Cette Sacrée Vérité » ne saurait exclure l'actualité et encore moins l'avenir. Ce titre se propose donc d'accueillir et de réunir les contributions traitant de nos préoccupations.

Notre bulletin s'enorgueillit d'ouvrir ses modestes colonnes à la prestigieuse signature de M. Pierre de Villemarest spécialiste incontesté des questions internationales. Ses analyses fines et précises voire percutantes sont régulièrement publiées dans la lettre d'information du Centre Européen d'Information qu'il a créé en 1971 (1)

Auteur d'une quinzaine d'ouvrages sur L'U.R.S.S., comptant des abonnés dans dix-sept pays, il nous a semblé tout particulièrement désigné pour traiter de cette récente affaire d'espionnage révélée aux Etats-Unis.

Par Pierre de VILLEMAREST

Depuis la chute du Mur de Berlin, des livres, des articles, des commentaires n'ont cessé, dans les medias, d'expliquer qu'avec la fin de la guerre froide, l'ère s'ouvrait d'une véritable coopération est-ouest et que seuls les nostalgiques de l'anti-communisme, les malades d'espionnite, ou ceux qui voulaient justifier le maintien des budgets des Services Spéciaux, entretenaient le mythe de la permanence de la subversion et de l'espionnage venant de l'Est. Au moment même où naissaient tardivement des soupçons sur Aldrich H. Ames, en 1993, ... Stella Rimington, directeur du M.I.-5 britannique, exposait à Londres, devant un parterre d'initiés, « qu'avec la fin de la guerre froide s'était amorcé le déclin de l'espionnage, auquel se substituaient de nouveaux dangers : la prolifération des armements, la drogue... » Trente-six pages de la sorte, pour expliquer la nécessaire coopération avec Moscou, face à ces maux,

comme le demandait Evgueni Primakov, le directeur du S.V.R. (qui a remplacé le Ier Directorat Principal du K.G.B., en janvier 1992, c'est-à-dire l'espionnage russe dans le monde).

Des arbres pour cacher la forêt! Une ambiance savamment entretenue dans nos pays contre « la stratégie du soupçon » dont parlait dans son dernier ouvrage David Wise, avec en sous-titre : « Enquête sur la paranoïa de la C.I.A. ». La traduction en a paru en France au moment même où Aldrich H. Ames, de décembre 1983 à 1990, chef du contre-espionnage de cette Agence pour les pays de l'ex-Empire soviéto-satellite, était arrêté.

Un coup de tonnerre dans le ciel d'un printemps dit du Nouvel Ordre International. On a crié au scandale : comment ? Existait-il encore un clan d'attardés à Moscou, — de suite comparé aux attardés de l'ouest — qui dans l'ombre du pouvoir voulait, pour justifier sa présence, relancer « la guerre froide »?

Désinformation totale : le S.V.R. avait pris la suite du K.G.B., et son agent Ames, au cœur de la C.I.A., était passé banalement de l'un à l'autre. A peine était-il arrêté qu'un éditorialiste du New York Times demandait, en titre : « La C.I.A. est-elle encore nécessaire? » (12-3-1994). Au même moment aussi, quatre officiers du S.V.R. et deux autres, du G.R.U., étaient expulsés d'Australie, où ils téléguidaient en commun le « travail » d'un traducteur spécialisé dans les documents secrets, au cœur du contre-espionnage de Canberra. Pas un mot là-dessus dans la « grande presse » européenne, où certains ont « surfé » sur la vague « Ames », pendant deux ou trois jours, en limitant d'ailleurs leurs comptes-rendus au spectaculaire, au détriment du fond de cette mer toujours recommencée qu'est l'espionnage, et particulièrement des détails qui déjà éclairaient cette affaire. Elle n'a d'équivalent que celle du groupe Burgess-MacLean-Philby-Blunt, du moins dans ses conséquences.

UN BILAN DEJA DRAMATIQUE

C'est Richard Haver, au siège de la C...

Histoire: Les Services français 1914-1918

Category: Affaire Dreyfus, Affaire Mata-Hari, Archives du site 29 octobre 2021

Article paru dans le Bulletin N° 59

Le SR

Hommage rendu par le Colonel Paul Paillole lors de l'Assemblée Générale de l'AASSDN du 16 novembre 1968

« Il est pourtant une catégorie de soldats que l'Histoire ignore et qu'il nous appartient de sortir de l'ombre où leur modestie, leur discrétion et l'ingratitude nationale les a laissés depuis la fin de la dernière guerre.

Combien en ce 50e anniversaire ont eu une pensée pour les combattants et victimes de la 1 ère Guerre Secrète Mondiale?

Combien, dans l'euphorie de la Victoire ou dans l'évocation de ses anniversaires, se sont souvenus de ce qu'ils devaient au « S.R. ou au C.E. de papa » ?

Avec beaucoup de mal, je vais tenter d'en donner un aperçu.

Certes les récits abondent des exploits d'H.21 (MATA-HARI, fusillée le 15 octobre 1917), de Mlle DOCTEUR (Anne-Marie LESER, qui a fini ses jours dans un asile d'aliénés), du Commandant LADOUX aussi, dont on dit qu'il fut sa dernière victime. Ainsi fleurissent après toutes les guerres les littératures romancées et les souvenirs hagiographiques.

La vérité n'y trouve pas toujours son compte si les auteurs y trouvent quelques profits.

A ma connaissance, rien de sérieux n'a retracé après 1918 ce que fut l'existence du S.R. et des Services de C.E. Il eût fallu des témoignages comme celui d'ANDLAUER. Hélas, la 2e Guerre Mondiale a suscité et libéré un même torrent de littérature et conté les exploits de réseaux que je qualifierai parallèles sans mettre dans cette expression le moindre soupçon péjoratif.

Les chefs, sans qu'on le leur demande, se sont abondamment expliqués, justifiés, leur modestie n'en a jamais souffert. Et dans ce déferlement nos Services eussent sans nul doute, comme ceux de 1914-1918, été totalement méconnus sinon méprisés, sans la réaction de notre Association et les oeuvres courageuses de quelques auteurs consciencieux et objectifs, au premier rang desquels je place notre ami Michel GARDER.

Mais revenons à la 1re Guerre Mondiale.

L'affaire DREYFUS avait contraint le Ministre de la Guerre GALLIFET à limiter à la recherche du Renseignement les attributions du Bureau Spécial rattaché au 2e Bureau de l'E.M.A.

La Sûreté Générale avait hérité de la totalité du C.E. et du recrutement des informateurs destinés à la recherche.

A la déclaration de guerre notre activité de recherche était réduite à sa plus simple expression. Elle portait essentiellement sur les ouvrages fortifiés de l'ennemi et les garnisons allemandes de l'Ouest.

Son efficacité était essentiellement fonction du zèle des Commissaires Spéciaux chargés du recrutement et, je leur rends hommage, ce zèle était absolument remarquable. L'activité des postes militaires de recherche de Belfort, Verdun, Nancy, était prolongée par des antennes à l'étranger (Belgique, Hollande, la plus importante était en Suisse dirigée par le Lieutenant Colonel PARCHET.

Les Officiers de renseignement, peu nombreux, étaient fort dynamiques, et on se souvient de l'aventure qui advint au Capitaine LUX en 1909 qui en allant photographier le zeppelin à Friedrischaffen fut arrêté, interné à GRATZ d'où il s'évada. Il est décédé il y a, je crois, deux ans.